

REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE (RCA)

Evaluation Multi- Sectorielle des Besoins (MSNA)

Résumé exécutif

Janvier 2020



Groupe de travail sur
l'évaluation et la gestion
de l'information

REACH Informing
more effective
humanitarian action

Evaluation réalisée dans le cadre de :

L'Assessment and Information Management Working Group (AIMWG) et mandatée par l'Inter-Cluster Coordination Group (ICCG)

Avec le soutien financier de :



Avec le soutien de :



Image de couverture : REACH – 2019, RCA

A propos de REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org. Vous pouvez nous contacter directement à : geneva@reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info.

RESUME

Se situant en bas de classement de l'Indice de développement humain de l'Organisation des Nations Unies (ONU) (188^e rang sur 189 pays en 2019¹) et traversant une crise sécuritaire depuis 2013 et le renversement du régime en place, la République Centrafricaine (RCA) fait face à de nombreux défis. Malgré un Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR) signé en février 2019 entre le gouvernement et 14 groupes armés, de nombreux incidents et violations de cet accord ont eu lieu tout au long de l'année 2019². Les civils sont encore largement ciblés par des attaques ou menaces et craignent pour leur sécurité qui n'est pas encore garantie par un système judiciaire en cours de remise en marche³ grâce notamment à une récente Cour pénale spéciale (CPS) fonctionnelle depuis fin 2018⁴. En raison de la présence de groupes armés actifs dans le trafic d'or et de diamants, d'exploitation illégale de terres ou de commerce basé sur le braconnage et profitant de mettre en place des barrières illégales dans le but de prélever des taxes, des parties du territoire sont encore difficilement accessibles à l'aide humanitaire ou échappent au contrôle du gouvernement. En conséquence, des tensions communautaires persistent⁵ de même que la destruction significative de la faune et de la flore⁶.

En août 2019, près de 600 000 personnes étaient déplacées à travers le pays⁷, principalement suite à des combats entre les différents groupes armés et les milices, et environ 600 000 autres centrafricains étaient réfugiés dans les pays voisins⁸. La population de la RCA, estimée à 4,9 millions d'habitants⁹, dépend fortement de l'agriculture¹⁰ et fait face à un système éducatif insuffisant pour plus d'un million d'enfants en âge scolarisable (3-18 ans)¹¹, celui-ci offrant un avenir incertain pour une population particulièrement jeune¹². En outre, une enquête de suivi des prix des marchés a révélé des marchés non-intégrés, des différences de prix significatives entre les différents territoires et la non disponibilité régulière de certains articles à travers le pays¹³. La RCA est également affectée par le changement climatique et les inondations survenues à la fin de l'année 2019 auraient touché 100 000 personnes sur l'ensemble du territoire¹⁴. Finalement, la situation du pays pour l'année 2020 reste largement imprévisible et fragile au niveau politique, notamment au vu des prochaines élections générales (présidentielles et législatives) qui laissent présager des tensions supplémentaires au niveau national. Les besoins humanitaires restent donc élevés notamment si l'on tient compte des infrastructures de base peu fonctionnelles, des marchés non efficaces et d'une présence limitée de l'Etat et de ses services, bien que progressivement déployés.

Au fil des ans, la planification de l'intervention humanitaire s'est heurtée à un manque de données fiables et comparables de la situation humanitaire au niveau national. L'évaluation multisectorielle des besoins (*Multi-Sectoral Needs Assessment*, MSNA de son acronyme en anglais) en RCA a été menée afin de fournir des informations quantifiées sur la vulnérabilité et les besoins des populations affectées par la crise, permettant une compréhension holistique de la sévérité des besoins multisectoriels de la population centrafricaine sur l'ensemble du territoire. Cette évaluation a été initiée par le groupe de coordination inter-cluster (*Inter-Cluster Coordination*

¹ Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), [Rapport sur le développement humain 2019](#).

² 85 alertes entre janvier et novembre 2019 ont été recensées par le Mécanisme de Réponse Rapide (*Rapid Response Mechanism*, RRM de son acronyme en anglais), [Bulletin mensuel #11](#).

³ PNUD, [Initiatives en cours – Crise en République Centrafricaine](#).

⁴ Human Right Watch, [République centrafricaine : La nouvelle Cour devrait intensifier ses activités](#).

⁵ Pour plus de détails, se référer au Conseil de Sécurité des Nations Unies, [Lettre datée du 6 décembre 2019, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution](#).

⁶ Le Monde, [Dans les forêts centrafricaines, la traque du plus grand et mystérieux papillon d'Afrique](#).

⁷ Commission Mouvement de Populations (CMP), [Rapport de la Commission Mouvement de populations – Septembre 2019](#).

⁸ Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), [Portail Opérationnel – Crise de réfugiés](#).

⁹ Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (*Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*, OCHA de son acronyme en anglais), [RCA : Aperçu des Besoins Humanitaires \(HNO 2020\)](#).

¹⁰ PNUD, [A propos de la République Centrafricaine](#) annonce que 43% du PIB vient de l'agriculture.

¹¹ OCHA, [RCA : Aperçu des Besoins Humanitaires \(HNO 2020\)](#).

¹² 46% de la population est âgée de moins de 18 ans d'après le [Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix \(RCPCA\)](#), 60% d'après les résultats de cette étude.

¹³ REACH Initiative, [CAR - Joint Market Monitoring Initiative \(JMMI\)](#).

¹⁴ TIME, ['No Safety Net.' How Climate Change and Unprecedented Flooding Is Destroying Communities in the Central African Republic](#).

Group, ICCG de son acronyme en anglais), dirigé par le Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires (*Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*, OCHA de son acronyme en anglais) et facilitée par le Groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (*Assessment and Information Management Working Group*, AIMWG de son acronyme en anglais), codirigé par REACH. La définition de la méthodologie – notamment des zones définies comme accessibles ou non, des cibles ou encore des quotas à atteindre¹⁵ – des indicateurs et du questionnaire sont le fruit d'un travail collaboratif avec OCHA, les clusters et les partenaires techniques et ont été facilités au sein de l'AIMWG. La MSNA s'inscrit donc dans le plan de réponse humanitaire 2019/2020 afin d'informer le cycle de programmation humanitaire et vise à mieux comprendre les conditions de vie des populations affectées par la crise centrafricaine dans chacune des sous-préfectures du pays. Les informations récoltées, permettant de comprendre les variations et différences existantes entre groupes de population ciblés (personnes déplacées internes (PDI) dans les sites et lieux de regroupement, PDI en familles d'accueil, retournés ou rapatriés et population non-déplacée) ainsi que les facteurs sous-jacents expliquant la sévérité des besoins multisectoriels des populations par zone et groupe de population évalué, sont mises à disposition de la communauté humanitaire.

La MSNA a été conduite en étroite coopération avec les partenaires sectoriels, groupes de coordination et autres acteurs humanitaires afin de couvrir l'ensemble des sous-préfectures du pays ainsi que chaque secteur pertinent. Un total de 8 147 enquêtes ménages a été réalisé entre le 1^{er} juillet et le 21 août 2019 dans les sous-préfectures accessibles (66/72¹⁶)¹⁷. L'étude a été réalisée en ciblant un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10% au niveau des sous-préfectures et pour chaque groupe de population évalué au niveau des préfectures. Les résultats de ce rapport sont basés sur les sous-préfectures dont au moins une commune était accessible et ne sont donc pas généralisables à l'entièreté de la population. De plus, certains quotas de représentativité fixés n'ont pas pu être atteints, et les résultats concernant des sous-ensembles de population ont une marge d'erreur plus large. Chaque pourcentage tiré des résultats de cette étude dont la marge d'erreur dépasse les 10% est suivi d'un astérisque et indique que les résultats sont à titre indicatif uniquement. Finalement, la majorité des résultats clés de ce rapport sont calculés selon un indice multisectoriel qui se base sur différents scores composites sectoriels. En conséquence, un nombre important d'hypothèses a dû être établi et certaines d'entre elles peuvent ne pas s'appliquer à l'ensemble de la population centrafricaine.

Ce rapport présente les résultats d'une nouvelle approche d'analyse proposée par REACH et incorpore certains éléments de la version préliminaire du cadre d'analyse intersectorielle conjointe (*Joint Inter sectoral Analysis Framework*, JIAF de son acronyme en anglais), dans le but d'analyser la sévérité des besoins humanitaires. Elle se base sur un indice des besoins multisectoriels (*Multi-Sectoral Need Index*, MSNI de son acronyme en anglais) attribuant un score de sévérité des besoins sur une échelle de 1 (aucun ou minimal) à 4 (extrême) pour chacun des ménages évalués. L'indice MSNI est basé sur un score composite créé pour chacun des secteurs¹⁸ et thèmes pertinents¹⁹. Il définit la sévérité des besoins multisectoriels d'un ménage en fonction des déterminants principaux suivants : 1) le ménage a un manque en termes de niveau de vie (*Living Standard Gap*, LSG de son acronyme en anglais) en SAME et/ou en EHA, 2) le ménage fait face à un manque de capacité²⁰, même s'il n'a pas de LSG, 3) le ménage a un LSG coexistant en santé et abris/AME et/ou en santé et protection et/ou en abris/AME et protection,

¹⁵ Pour plus d'information, se référer à l'« Annexe 4 : Méthodologie d'échantillonnage ».

¹⁶ Tous les arrondissements de Bangui ont été considérés comme une seule sous-préfecture.

¹⁷ Les sous-préfectures dont l'entièreté de l'accès a été considéré comme impossible – Bambouti, Djéma, Mingala, Ouadda, Ouanda-Djallé et Yalinga – ont été couvertes grâce à des informateurs clés ayant des connaissances sur certaines zones ou localités inaccessibles. La situation humanitaire de 4 de ces 6 sous-préfectures où les données étaient suffisamment fiables est résumée à titre informatif dans des fiches d'information partagées sur le [centre de ressources de REACH](#).

¹⁸ Le score composite du secteur eau, hygiène et assainissement (EHA) a suivi une méthodologie significativement différente des autres secteurs et il est plus rare pour un ménage d'atteindre un score extrême. C'est-à-dire que proportionnellement moins de ménages se sont vu assigner un score extrême en EHA et que cela peut influencer les résultats. Pour plus de détails, se référer à la section « Besoins sectoriels EHA ».

¹⁹ Un score composite a été créé pour chacun des thèmes suivant : sécurité alimentaire et moyens de subsistance (SAME), eau, hygiène et assainissement (EHA), santé, abris/articles ménagers essentiels (AME), éducation, protection, manque de capacité (*Capacity Gaps*, CG de son acronyme en anglais) et l'impact de la crise sur les ménages. Pour plus d'information, se référer à l'« Annexe 5 : Calcul des scores composites sectoriels ».

²⁰ Le manque de capacité est influencé par les stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance (*Livelihood Coping Strategies*, LCS de son acronyme en anglais) et la dépendance de l'aide humanitaire ou d'une source de revenu non fiable ou dangereuse.

4) le ménage a un LSG en santé ou abris/AME ou protection et a été impacté par la crise ou 5) le ménage n'a pas de LSG dans ces secteurs vitaux et ne fait pas face à un manque de capacité mais a un LSG sévère ou extrême (score de sévérité de 3 ou 4) en éducation²¹.

Résultats clés

Sécurité et déplacement

Les résultats de la MSNA montrent que la situation sécuritaire instable de ces dernières années affecte les ménages avec 49% d'entre eux qui **craignent pour la sécurité** d'au moins un des membres du ménage. En outre, cette situation représente un facteur clé de déplacement avec 93% des ménages actuellement déplacés qui ont **fui leur domicile à cause des conflits armés** (65%), **communautaires** (24%) **ou de l'arrivée de groupes d'éleveurs transhumants** (4%). D'un autre côté, parmi les ménages centrafricains retournés ou rapatriés enquêtés, presque la moitié d'entre eux (48%) disent être retournés dans leur lieu d'origine **afin de rejoindre les membres de leur communauté ou leur famille**. La raison de retour principale la plus souvent citée après celle du rassemblement communautaire/familial est l'accès à une meilleure qualité de vie (pour 13% des ménages retournés ou rapatriés) par rapport à la localité de déplacement, suivie par des difficultés en ce qui concerne les conditions de vie dans la localité de déplacement (difficultés d'accès aux ressources ou pas de sources de revenu) pour 10% des ménages retournés ou rapatriés. De plus, 7% des ménages retournés ont entamé le chemin du retour afin d'avoir accès à une meilleure assistance humanitaire fournie dans la localité d'origine. D'autres études ont notamment rapporté la dépendance de la population centrafricaine à l'aide humanitaire²². Alors que les déplacements sont principalement motivés par un sentiment d'insécurité, la décision de retour des ménages semble peu influencée par l'amélioration des conditions sécuritaires dans la localité d'origine (citée comme raison ayant motivé le retour par 8% des ménages retournés/rapatriés). Les ménages fuient donc leur domicile principalement à cause de l'insécurité mais retournent dans leur zone d'origine pour retrouver leur communauté ou famille, et non en raison d'une amélioration de la situation sécuritaire ce qui peut expliquer en partie pourquoi les ménages retournés ou rapatriés sont plus susceptibles que les ménages non-déplacés de craindre pour la sécurité d'au moins un membre de leur ménage (60% contre 48%).

Score de sévérité des besoins et déterminants principaux de la sévérité des besoins

Basée sur les résultats du MSNI, la presque totalité des ménages fait face à des besoins humanitaires sévères ou extrêmes (94%) (score de sévérité MSNI de 3 ou de 4) et **34% des ménages font face à des besoins humanitaires extrêmes** (score de sévérité MSNI de 4 uniquement)²³. Sur 4,9 millions d'habitants, 1,7 millions de personnes se trouvent donc dans une situation humanitaire extrêmement précaire²⁴.

Pour 41% des ménages avec des besoins humanitaires extrêmes, le **principal déterminant de leur score est un besoin sectoriel extrême en SAME et/ou EHA** (score de sévérité LSG de 4)²⁵. Le principal déterminant du score de 12% des ménages avec un score de sévérité MSNI de 4 est la coexistence de besoins sectoriels extrêmes dans au moins deux des trois secteurs de la protection, santé ou abris/AME. Les ménages restants, représentant presque la moitié des ménages faisant face à des besoins humanitaires extrêmes (47%), ont pour principal déterminant de leur score **un manque de capacité**. Cela signifie que même s'ils n'avaient pas de besoins sectoriels extrêmes en SAME, EHA ou coexistant en abris/AME, santé ou protection au moment de la collecte de données, ils ont eu recours à des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance d'urgence notamment vendre la maison,

²¹ Pour plus d'information, se référer à « Annexe 5 : Calcul des scores composites sectoriels ».

²² Banque Mondiale, [République Centrafricaine - Vue d'ensemble](#) déclare 2,9 millions de centrafricains (plus la moitié de la population) qui dépendent de l'aide humanitaire lors de l'année 2019.

²³ Lorsque les expressions « sévérité des besoins multisectoriels sévère (ou extrême) », « besoins multisectoriels sévères (ou extrêmes) », « besoins humanitaires sévères (ou extrêmes) » ou « sévérité des besoins humanitaires sévère (ou extrême) » sont utilisées, cela fait référence tout au long de ce rapport à un score de sévérité MSNI de 3 (ou de 4).

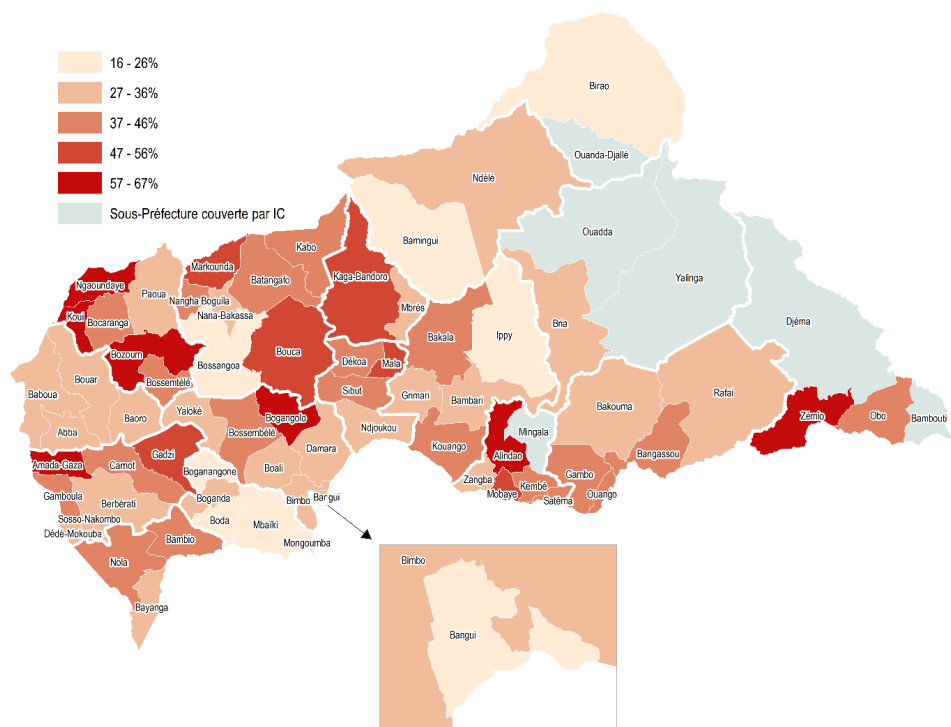
²⁴ Données calculées via le pourcentage de ménages ayant une sévérité des besoins extrême (score de sévérité MSNI de 4), appliqué au nombre total de la population tiré de [l'Aperçu des Besoins Humanitaires \(HNO 2020\)](#), République Centrafricaine estimant la population totale à 4,9M.

²⁵ Lorsque les expressions « besoin sectoriel sévère (ou extrême) » ou « sévérité des besoins sectoriels sévère (ou extrême) » sont utilisées, cela fait référence tout au long de ce rapport à un score de sévérité LSG de 3 (ou de 4).

la parcelle de terrain ou le champ, mendier ou s'engager dans des activités risquées ou illégales génératrices de revenus ou alors qu'ils dépendent uniquement de transferts d'argent, d'aides, de dons, d'emprunts, de dettes ou de la mendicité. Ces stratégies sont considérées comme négatives et non-viables pour répondre aux besoins primaires et ces ménages feront donc probablement face à des besoins sectoriels vitaux dans un futur proche.

De fortes variations sur le pourcentage des ménages faisant face à des besoins extrêmes à travers le pays sont observées que ce soit à travers les zones géographiques, les groupes de population ou encore les zones urbaines comparées aux zones rurales. En effet, alors qu'à Bossangoa se trouve le pourcentage le plus bas de ménages ayant des besoins humanitaires extrêmes (16%), **plus de la moitié des ménages ont des besoins multisectoriels extrêmes dans 11 sous-préfectures du pays**²⁶. Par ailleurs, parmi les ménages **ayant des besoins extrêmes, plus d'un tiers se concentre dans 7 sous-préfectures** : Bangui (9% des ménages centrafricains ayant un score MSNI de 4), Kaga-Bandoro (6%), Bimbo (5%), Paoua (4%), Alindao (4%), Berbérati (4%) et Ngaoundaye (3%).

Carte 1 : % des ménages ayant des besoins multisectoriels extrêmes (score de sévérité MSNI de 4), par sous-préfecture



Dépendamment des sous-préfectures, les déterminants principaux du niveau de sévérité des besoins humanitaires extrême des ménages varient. Parmi les 11 sous-préfectures où plus de la moitié des ménages ont des besoins multisectoriels extrêmes, 5 ont une plus grande proportion de ménages (que la proportion de 41% au niveau national) dont les besoins sont principalement déterminés par **des besoins sectoriels extrêmes en SAME et/ou EHA** (Amada Gaza : 72%* ; Zémio : 65%* ; Gadzi : 56%* ; Alindao : 45%* ; Ngaoundaye : 41%*). De plus, 5 sous-préfectures ont une plus grande proportion de ménages (que la proportion de 7% au niveau national) dont le déterminant principal de leurs besoins est **un besoin sectoriel extrême en EHA** (Bouca : 30%* ; Amada Gaza : 29%* ; Gadzi : 15%* ; Mala : 14% ; Alindao : 11%). Une plus grande proportion de ménages (que la proportion de 47% au niveau national) dans 7 de ces 11 sous-préfectures a une sévérité des besoins extrême qui est principalement déterminée par **un manque extrême de capacité** (Bogangolo : 99% ; Mala : 84% ; Markounda : 82% ; Bouca : 67%* ; Bozoum : 62%* ; Kouï : 61%* ; Ngaoundaye : 50%*). Finalement, 3 de ces 11 sous-préfectures ont une plus grande proportion de ménages (que la proportion de 12% au niveau national) dont la

²⁶ Zémio (67%), Ngaoundaye (62%), Kouï (61%*), Amada-Gaza (61%), Alindao (60%*), Bozoum (58%), Bogangolo (57%*), Markounda (55%*), Mala (53%*), Bouca (53%*) et Gadzi (51%*).

sévérité des besoins extrême est principalement déterminée par **des besoins sectoriels extrêmes coexistant en protection, santé ou abris/AME** (Alindao : 29%* ; Kouï : 18%* ; Amada Gaza : 18%).

Parmi les groupes de population ciblés, on remarque qu'un **ménage PDI en site ou lieu de regroupement sur deux a des besoins multisectoriels extrêmes** (51%), ce qui est une proportion significativement plus importante que pour les ménages non-déplacés (33%) ou les ménages retournés/rapatriés (34%). Les ménages PDI en famille d'accueil sont les plus touchés (39%) après les ménages PDI en site ou lieu de regroupement. Ces derniers sont une **proportion significativement plus élevée à avoir comme déterminant principal de ces besoins humanitaires extrêmes, des besoins sectoriels coexistant en santé, protection ou abris/AME** (36% vs. 12% au niveau national parmi les ménages avec des besoins humanitaires extrêmes). Bien que le pourcentage des ménages ayant des besoins extrêmes soit plus faible au sein des ménages non-déplacés, celui-ci représente **76% de la totalité des ménages ayant des besoins multisectoriels extrêmes**.

Des catégories de ménages sont particulièrement touchées dans certaines régions, notamment **les ménages retournés/rapatriés en Basse Kotto, les ménages PDI en site ou lieu de regroupement dans le Haut Mbomou ou les ménages PDI en famille d'accueil dans l'Ouham Pendé ou dans le Mbomou, où plus de deux tiers des ménages ont des besoins humanitaires extrêmes** (77%*, 75%*, 73%* et 71%* respectivement). La proportion de ménages retournés/rapatriés avec des besoins multisectoriels extrêmes en Basse Kotto dont le déterminant principal des besoins est un besoin sectoriel extrême en SAME (59%*) est significativement plus haute. Les ménages PDI en site et lieu de regroupement du Haut Mbomou avec des besoins multisectoriels extrêmes sont proportionnellement plus à avoir ce score déterminé par un besoin sectoriel extrême en EHA (22%*) et/ou en SAME (37%*) tout comme les ménages PDI en famille d'accueil avec des besoins humanitaires extrêmes dans le Mbomou (pour 59%* d'entre eux, ce score est déterminé par des besoins sectoriels extrêmes en EHA et/ou SAME).

Comparant les zones rurales et les zones urbaines, **les ménages vivant en zones rurales sont proportionnellement significativement plus affectés que les ménages vivant en zones urbaines**²⁷, avec 39% contre 31% respectivement des ménages ayant des besoins multisectoriels extrêmes. Cette différence est significative uniquement au sein des ménages PDI en famille d'accueil (54% en zone rurale contre 30% en zone urbaine). Au niveau préfectoral, cette différence s'observe dans la préfecture de l'Ouham où les ménages vivant en zones rurales sont proportionnellement plus à avoir des besoins extrêmes que ceux vivant en zones urbaines (49% vs. 23%*). Bien que les ménages ayant des besoins humanitaires extrêmes vivant en zones rurales ont plus souvent ce score déterminé principalement par un manque de capacité, les déterminants principaux de ces besoins entre les zones urbaines ou rurales ne sont pas significativement différents.

Besoins humanitaires prioritaires et modalités de réponse recommandées

Finalement, dans le but de pouvoir adapter au mieux la réponse humanitaire, les secteurs d'intervention prioritaires ainsi que les modalités de réponses souhaitées par la population sont étudiés pour mieux comprendre les besoins des populations affectées en RCA. **L'accès à la nourriture, l'accès à l'EHA ainsi que l'accès à la santé** sont les trois secteurs les plus souvent cités par les ménages comme prioritaires. C'est le cas pour chacun des groupes de population, excepté les ménages PDI en site et lieu de regroupement qui mentionnent plus souvent un besoin en **abris ou articles ménagers essentiels** par rapport à l'accès à la santé. Des différences au sein des groupes de population par zones géographiques sont aussi à relever, comme en Basse Kotto, en Haute Kotto ou dans la Nana Gribizi, où les ménages de chacun des groupes de population souhaite en priorité avoir **accès à des abris ou des AME au lieu d'un accès à l'EHA ou à la santé**. C'est également le cas pour les ménages PDI en site et les ménages retournés dans la Ouaka, pour les ménages PDI en site dans l'Ouham ou encore les ménages PDI en famille d'accueil dans la Nana Mambéré.

Les ménages rapportent préférer la provision d'argent liquide comme modalité de réponse humanitaire que ce soit pour payer les frais de scolarité, acheter du matériel pour leur abri, des AME, de la nourriture, de l'eau ou encore du matériel pour aller chercher de l'eau. En outre, le secteur de la santé constitue l'exception, dans le sens où les

²⁷ Pour plus d'information, se référer à la section « Couverture géographique ».

ménages déclarant l'accès à la santé comme un des trois secteurs prioritaires préfèrent plus souvent une modalité d'intervention sous la forme de provision de médicaments.

Conclusion

La crise sécuritaire centrafricaine affecte une vaste majorité des ménages et un tiers de la population fait face à des besoins multisectoriels extrêmes, avec pour déterminants principaux, des besoins sectoriels extrêmes en EHA ou en SAME ou un manque extrême de capacité. Bien que la crise impacte le territoire à l'échelle nationale, les différences restent significatives entre les différents groupes de population, les régions ou entre zones rurales et urbaines. Les données relatives aux besoins multisectoriels au niveau national étant incomplètes et la situation du pays étant particulièrement incertaine pour l'année à suivre au vu des futures élections présidentielles, le manque d'informations à combler reste conséquent, notamment en ce qui concerne l'évolution des besoins au cours du temps. En 2020, REACH facilitera un deuxième exercice de la MSNA afin de collecter des données relatives aux besoins multisectoriels à l'échelle nationale et ainsi combler les lacunes actuelles afin de mieux informer la réponse humanitaire.
